ASSEMBLÉE NATIONALE

28 mai 2024

ACCOMPAGNEMENT DES MALADES ET FIN DE VIE - (N° 2634)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

SOUS-AMENDEMENT

N° 3441

présenté par

Mme Rousseau, Mme Laernoès et M. Peytavie

à l'amendement n° 3374 de M. Lauzzana

ARTICLE 1ER BIS

À l'alinéa 5, substituer au mot :

« permettre à toute personne malade dont l'état le requiert d'accéder»,

le mot :

« garantir le droit opposable à toute personne malade dont l'état le requiert à accéder».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Ce sous-amendement des député.es écologistes vise à préciser que la stratégie décennale ne se contente pas seulement de "permettre" à toute personne malade dont l'état le requiert d'accéder à des soins d'accompagnement dont des soins palliatifs, mais qu'elle vise bien à "garantir un droit opposable à l'accès à ces soins".

En effet, l'amendement de M. Lauzzana vise à supprimer le droit opposable aux soins palliatifs, tel qu'adopté par la Commission spéciale par l'amendement de M. Bazin.

Ce droit opposable aux soins palliatifs est pourtant le droit-miroir de l'aide à mourir : seule la garantie d'une alternative permet de garantir un choix.

Il convient donc de le consacrer.

Tel est l'objet du présent sous-amendement.